

Haute-Garonne : harcelée à son travail, l'employée municipale se suicide et sa famille porte plainte

Publié le 23/09/2022 à 06h00 • Mis à jour le 24/09/2022 à 18h21

FRANCE3

Écrit par [Justine Salles](#).



Magali, employée municipale de la commune de Fonsorbes, s'est suicidée le 29 août 2022 suite à du harcèlement au travail. • © Facebook Fonsorbes l'Humain d'Abord

Le 29 août 2022, Magali, employée municipale de la commune de Fonsorbes (Haute-Garonne), s'est suicidée. Elle aurait subi des années de harcèlement sur son lieu de travail. Sa famille a porté plainte contre X pour provocation au suicide et tentative d'homicide.

Le drame survient le 29 août dernier. Magali, âgée d'une cinquantaine d'années était employée municipale à Fonsorbes, à l'ouest de Toulouse, en Haute-Garonne (31). Après des années de harcèlement qu'elle aurait subi au travail, elle s'est donnée la mort.

Les proches de la défunte souhaitent connaître la vérité autour du tragique événement, et voir des sanctions s'appliquer pour ceux qu'ils estiment responsables du passage à l'acte de Magali.

Ainsi les avocats de la famille, Maîtres Camille Lauga et Joris Morer du barreau de Toulouse, ont lancé une action au pénal en déposant plainte contre X "*pour harcèlement moral au travail, violences volontaires aggravées, provocation au suicide et tentative d'homicide*".

Maîtres Morer et Lauga n'excluent pas de mener une action commune. En effet les preuves en leur possession leur permettent d'affirmer un mode de management toxique au sein de la mairie. "*Les éléments que nous avons sont assez importants pour étayer ce qu'elle vivait au quotidien. Ce que l'on peut qualifier de calvaire ou de harcèlement moral*" estime Camille Lauga, avocate de la famille de la victime.

Pour Joris Morer, également avocat de la famille de la victime : "*On espère qu'une enquête va être ouverte très prochainement et que les personnes concernées par ce dossier vont être entendues par les forces de police pour que l'on puisse établir véritablement les responsabilités de chacun.*"

Le compagnon de sa cheffe de service lui fonce dessus en voiture

Les avocats n'excluent pas de mener une action commune. En effet au sein de la mairie de la petite commune, l'ambiance ne semble pas être au mieux. Une vingtaine d'autres agents pâtiraient de cette situation toxique, dont un collègue de la défunte, lui aussi affecté à l'entretien d'une école de Fonsorbes. Il aurait aussi subi des pressions en tous genres, une surcharge de travail, des dénigrement, assortis de propos homophobes de la part de la cadre qui chapeautait le service entretien de la commune de Fonsorbes.

Incriminée en mars 2022, cette dernière s'est mise en arrêt maladie. Son compagnon aurait pris le relais. Corinne Galès était la meilleure amie de la victime. *"Au travail c'était "Magali, on se réveille". "Magali, tu as compris ?". "Magali, on n'est pas dans le monde des Bisounours", tout en rigolant. Elle m'avait expliqué que le soir elle avait voulu partir et là le mari de la responsable de service a voulu lui faire peur, en lui fonçant dessus avec une voiture et a mis un coup de volant au dernier moment."*

Un quotidien rythmé par les pressions

Selon Patrick et Dorian, les enfants de la défunte de 52 ans, Magali tenait un journal intime où elle consignait les humiliations, intimidations qu'elle subissait sur son lieu de travail.

"On a découvert après son journal intime, rapporte son fils, Pierrick Marson. Ce qui nous a permis de faire la lumière sur ce qui se passait. Dedans il y avait la souffrance qu'elle vivait. Elle écrivait qu'elle vomissait le matin avant de partir au travail et puis le nom de ses harceleurs qui revient sur toutes les pages."

Les brimades sont également retranscrites dans les comptes-rendus des comités techniques auxquels Françoise Siméon, la maire de Fonsorbes assistait de manière régulière.

"Impossible de dire que personne n'avait pris conscience des faits"

Selon le conseiller municipal d'opposition Jean-Claude Pilet, la situation est encore très alarmante : *"D'autres agents sont en souffrance et pas assez protégés. Le 21 juillet 2022, nous avons demandé davantage de mesures, rien".* Or, d'après cet élu, les écrits et témoignages étaient nombreux et les signalements sur la situation multiples, y compris auprès du service RH. *"Impossible de dire que personne n'avait pris conscience des faits"*.

Depuis le drame, Françoise Siméon, maire de Fonsorbes, reçoit de nombreuses critiques pour ne pas avoir saisi l'ampleur de la souffrance de ses agents. Elle n'envisagerait pour autant pas sa démission. *"Aujourd'hui, la question ne se pose pas. J'ai une collectivité à faire fonctionner. Selon le résultat des enquêtes, je pourrais reconsidérer ma position."* Lundi 26 octobre se tiendra le prochain conseil municipal. Le dossier de Magali viendra alimenter les débats.